

Un sommet à Washington, une grand-messe pour le micro-crédit

Réunies à Washington, 2 000 personnes ont célébré avec Hillary Clinton et la Grameen Bank les vertus du micro-crédit contre la pauvreté. Une grand-messe diversement appréciée.

Le Premier ministre du Bangladesh au sommet de Washington

Lancer « un mouvement global pour offrir à 100 millions de familles les plus pauvres de la planète des crédits et leur permettre de lancer leur propre entreprise d'ici 2005 », tel était le but du « Sommet du micro-crédit » qui a réuni 2 000 personnes à Washington, du 2 au 4 février dernier. Un sommet, le premier de ce

genre, organisé dans un grand hôtel de la capitale fédérale des États-Unis par une modeste ONG américaine – Results educational fund – mais patronné par Hillary Clinton et encouragé par la Banque mondiale. Il a rassemblé plusieurs chefs d'État ou de gouvernement¹, les reines d'Espagne et de Belgique et plusieurs centaines d'hommes et de femmes de terrain, praticiens du micro-crédit venus des cinq continents. Malgré les apparences, il s'agissait bien d'un sommet privé avec pour vedette incontestée, Mohammad Yunus, le fondateur et très médiatique patron de la Grameen Bank, la banque des pauvres du Bangladesh dont le modèle connaît un retentissement considérable.

▼ Plus de 20 milliards de dollars

Après deux jours de travaux, avec discours en séance plénière et réunions en ateliers, les multiples participants et les « gouvernements présents » ont adopté ce qui a été présenté comme « le plan d'action du Sommet sur le micro-crédit ». En fait de plan, les participants se sont engagés simplement « à rester unis pour affirmer leurs objectifs communs et à accepter la stratégie visant à prendre un nouveau virage durant la prochaine décennie en déployant le potentiel humain ». « Nous cautionnons cette décision de fournir des micro-crédits à 100 millions de familles et nous y mettons tout notre enthousiasme », a affirmé James Wolfensohn, le président de la

Banque mondiale, sans pour autant s'engager davantage. Aucune précision n'a été donnée, en particulier sur l'origine des 21,6 milliards de dollars jugés nécessaires pour atteindre l'objectif du Sommet : fonds publics ? fonds privés ? aide des organisations internationales ? dons ? prêts ? épargne ? Ces 21,6 milliards s'ajouteront-ils ou non aux aides actuelles au développement ?

Ce flou qui contraste avec le tapage médiatique d'un sommet largement couvert par les TV américaines a irrité plus d'un observateur, sceptique sur l'efficacité de cette « grand-messe ».

Les plus virulents sont les représentants du crédit mutuel déjà réservés sur la pratique du crédit solidaire incarné par la Grameen Bank. Les mutualistes pratiquent un système de crédit reposant sur une épargne préalable avec des coopératives locales gérées par des sociétaires élus. Ils critiquent la gestion souvent autoritaire et centralisée bien que déconcentrée d'un système de crédit solidaire tel celui de la Grameen Bank basé sur une pression sociale très forte, seule garantie contre les mauvais emprunteurs. Et ils se plaignent de n'avoir eu qu'un strapontin dans les ateliers pour s'exprimer à ce Sommet. « Il n'est pas sûr que la simple distribution de crédits soit la solution au développement. Il est plus difficile d'apprendre le concept de banque, de crédit, d'épargne, que de distribuer des micro-crédits », affirme ainsi Yan

1. Chefs d'Etat : Mali, Ouganda, Pérou ; chefs de gouvernement : Bangladesh, Mozambique, Japon. La France n'a envoyé aucun représentant de rang gouvernemental à ce qu'elle considère comme une réunion privée. Son représentant au sein du Groupe consultatif pour aider les plus pauvres (CGAP), organisme qui réunit plusieurs donateurs pour financer les institutions de micro-financement, a assisté au sommet.



Gauthier, directeur du Centre international du crédit mutuel (CICM), organisme qui apporte une assistance technique et financière aux pays du Sud pour créer leur réseau de coopératives, d'épargne et de crédits. Le directeur du CICM craint que « fort des appuis reçus et de la caution d'Hillary Clinton, l'argent n'afflue vers le crédit solidaire et qu'il ne soit distribué en pure perte faute de structures financières adaptées ».

▼ Le créneau des pauvres

« Crédit solidaire ne veut pas dire crédit facile », rétorque une adepte de ce système, Renée Chao Beroff, qui représentait son organisme, le CIDR (Centre international de développement et de recherche) à ce sommet qu'elle juge « très positif ». « Ce n'est pas le modèle Grameen Bank qui a été célébré ; tout le monde a reconnu qu'un seul modèle ne pourrait répondre à tous les besoins », souligne-t-elle. « Épargne préalable ou pas, il y a un consensus pour penser qu'il faut des établissements financiers pour les pauvres. Il est vrai, ajoute-t-elle, qu'il y a aujourd'hui une mode du micro-crédit qui va être renforcée par le Sommet, attirer beaucoup de non professionnels, provoquer des erreurs dont vont pâtir les autres. Pour atteindre les 100 millions de personnes, ce ne sera pas l'argent qui manquera mais la capacité institutionnelle de le gérer, explique-t-elle. Cela va demander aux acteurs du micro-crédit de multiplier par dix leurs actions. Nous touchons 10 millions de personnes, il faudra en atteindre 100 millions. Le CIDR a 55000 clients, il faudra en avoir 550000. C'est possible mais cela représente un effort considérable. »

▼ Crédit miracle ?

Cela étant, la représentante du CIDR juge que l'un des effets les plus positifs de cette rencontre est d'avoir montré que le micro-crédit n'était plus un secteur marginal. « Les pauvres aussi peuvent être un créneau », selon la formule d'Hillary Clinton. A preuve la pré-



sence de banques et d'établissements financiers, Chase Manhattan, American Express, notamment, parmi les sponsors de cette manifestation.

Mais, « suffit-il d'ouvrir le robinet pour régler le problème de la pauvreté ? », se demande un homme de terrain présent à ce sommet, Christian Kleber, en poste au Vietnam où il anime des caisses de crédit villageoises d'une ONG française, le Gret (Groupe de recherche et d'études technologiques).

Tous les professionnels du développement savent en effet que le micro-crédit, quelle que soit sa forme, ne peut être la « panacée », selon la formule de Fawzial al Sultan, directeur du Fonds international de développement agricole (Fida), organisme de coopération. « Cela ne sert à rien, a-t-il souligné à ce sommet, de prêter de l'argent aux pauvres si ce n'est pas dans le cadre d'une stratégie intégrée exigeant stabilité politique, mise en place d'infrastructures et formation professionnelle. »

Philippe Ortoli

Prochain dossier de Grain de sel sur le micro-crédit

Le prochain dossier de Grain de sel (numéro 6, à paraître en juin) sera consacré au micro-crédit. Des exemples concrets de crédits solidaires et coopératifs seront notamment décortiqués. Lecteurs de Grain de sel, apportez votre témoignage si vous êtes engagés, comme client, opérateur ou administrateur de caisse, dans un de ces crédits décentralisés. Racontez pourquoi ça marche ou pourquoi ça ne marche pas. Ces témoignages devront nous parvenir avant la fin du mois de mai, que ce soit par courrier, fax ou e-mail. Merci.